La société de la connaissance a fait pschitt

15/09/2010 à 6h00

La nouvelle est tombée dans les journaux du matin : les États-Unis ont enfin décidé de s'équiper en trains à grande vitesse. L'État de Californie, en la personne de son gouverneur, a donc tout naturellement lancé un appel d'offre pour la construction de ce réseau. Aubaine pour Alstom, et pour ce fleuron de la technologie française qu'est le TGV.

On s'apprêtait à sabrer le champagne. Pensez donc ! Après tant d'années à lorgner sur ce fabuleux marché américain, totalement sous équipé. Et soudain, la désillusion : Arnold Schwartzenegger fait savoir qu'il « *invite* » les investisseurs chinois à se lancer dans la concurrence et à proposer leur propre technologie.

En 2003, la Chine a choisi, pour créer son propre réseau à grande vitesse, de faire appel à Siemens et Alstom, et de payer, pour 9 milliards d'euros, un transfert de technologie. Autrement dit, les entreprises européennes ont fourni gentiment à des Chinois – dont on sait qu'ils sont si peu offensifs en matière commerciale, et si respectueux de la propriété intellectuelle et technologique – tout ce qu'il fallait pour qu'ils gagnent dix ou quinze ans dans la grande course à la modernité.

En échange, bien sûr, d'un doigt de pied dans la porte de ce marché formidable. Logiquement, la porte vient de se refermer violemment sur le doigt de pied. Airbus, qui a suivi la même politique, tremble pour ses orteils.

L'idée est simple : nos emplois industriels non qualifiés ont

disparu, sous les assauts d'une concurrence internationale menée par des pays sans la moindre protection sociale, dont la main d'œuvre est corvéable à merci, mais nos jeunes, hautement éduqués, pourront se diriger vers des emplois mieux rémunérés, tournés vers l'innovation et nécessitant créativité et capacité d'adaptation.

> ***Car cette idéologie de la société de la connaissance repose sur une erreur et une forfaiture. L'erreur consiste, en France et en Europe, à pousser massivement la jeunesse vers des études longues pour qu'elle vise des emplois de haut niveau.***

Or les PME qui font le tissu économique de la France, soumises à la concurrence « *non faussée* » de pays à faibles charges sociales, n'ont pas les finances pour remplacer tous leurs anciens employés titulaires d'un CAP par des titulaires d'un bac pro, ou même d'un bac+2. D'autant, et voilà la forfaiture, que ces bac+2 n'ont parfois pas le niveau qu'avaient les anciens CAP.

Des jeunes qui arrivent au bac sans la maîtrise de la langue ni la capacité à développer un véritable esprit scientifique, et qui rêvent de percer dans la communication, le cinéma ou les médias, ont peu de chances face aux cohortes d'ingénieurs indiens et chinois bien décidés à conquérir le monde. Et ces jeunes à qui l'on aura vendu des diplômes démonétisés vivront comme une trahison leur reclassement dans des emplois largement en dessous de ce promettait leur CV. (…)

Le Figaro